

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-Garonne
1722 av de Colmar
47916 Agen cedex 9
ud-24-47.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Agen, le 8 avril 2026

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Sté de Dragages du Pont de Saint-Léger
Lasbouères, Capéragnot (Damazan)+ Planteau, Jeantillot (Monheurt)
47160 Damazan

Références : PV/CM/UbD24-47/2026-87
Code AIOT : 0005204302

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement Sté de Dragages du Pont de Saint-Léger implanté Lasbouères, Capéragnot (Damazan)+ Planteau, Jeantillot (Monheurt) + Couralé, Boc, Traqué (Saint Léger) 47160 Damazan.

Après avoir été informé des dégradations causées par les inondations à une voie de circulation à proximité de la carrière exploitée par la société DSL sur le territoire des communes de Damazan et Saint-Léger, l'inspecteur de l'environnement procède à une visite inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sté de Dragages du Pont de Saint-Léger
- Lasbouères, Capéragnot (Damazan)+ Planteau, Jeantillot (Monheurt) + Couralé, Boc, Traqué (Saint Léger) 47160 Damazan
- Code AIOT : 0005204302 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'exploitation de la carrière à ciel ouvert de sables et graviers est autorisée par arrêté préfectoral n° 47-2017-10-18-001 du 18 octobre 2017 pour une durée de 15 ans, avec une production annuelle commercialisable maximale de 400 000 t/an (production moyenne de 250 000 t/an) et sur une superficie totale de 105 hectares et une surface exploitable de 28,72 hectares.

Les matériaux extraits sont acheminés par voie routière vers les installations de traitement distantes de quelques kilomètres,

sur la commune de Damazan, au lieu-dit «Monican» et exploitées par la même société.

L'emprise du site s'étend sur 3 communes : Damazan, Monheurt et Saint-Léger.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Etude hydraulique et de stabilité des berges	AP Complémentaire du 03/06/2020, article 2 et 3	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le flux de la crue a causé des dégâts de sorte que le plan d'eau de la carrière est raccordé à un fossé extérieur au site, situé de l'autre côté de la "route des deux églises" qui jouxte le site.

L'exploitant n'a pas complété l'étude prescrite en juin 2020 portant sur les risques d'impact à l'extérieur du site, inhérents aux conditions d'exploitation/remise en état, des phénomènes de crues.

L'inspection demande la production d'une étude couvrant l'ensemble des berges susceptibles d'avoir un impact sensible à l'extérieur du site en cas d'inondation (a minima berges à proximité de voies de circulations, dont chemin de Boc et route des deux églises), laquelle détermine si les conditions d'aménagement de la carrière garantissent la stabilité des terrains lors des crues. Le cas échéant, l'étude propose des solutions de stabilisation. Le délai de transmission de l'étude est de deux mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etude hydraulique et de stabilité des berges

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2020, article 2 et 3

Thème(s) : Risques chroniques - stabilité des terrains voisins

Prescription contrôlée :

ARTICLE 2 - remise en état du site

[...]

Cette étude [*étude hydraulique et de stabilité des berges*] doit ré-actualiser tout d'abord, suite au retour d'expérience de cette inondation 2019, l'analyse hydraulique confirmant la cinématique du flux en période de crue de la Garonne et des incidences sur le site.

Elle devra justifier l'écoulement et le passage privilégié du flux initialement prévu sur la berge sud ;

Elle devra en conséquence prévoir les options retenues permettant de garantir la stabilité de cette berge en cas de nouvel épisode de crue dans un délai d'1,5 mois.

Cette étude devra également justifier que les conditions de réaménagement de l'ensemble du site pour les berges qui auraient un impact sensible sur l'extérieur du site sont suffisantes, notamment en justifiant de la stabilité de la berge Sud Est où des amorces de rupture ont été constatées dans un délai de 3 mois.

ARTICLE 3 - DELAIS

La remise en état du site prévue à l'article 2 : 30 octobre 2020.

L'étude définie à l'article 2 concernant la berge détruite : 1.5 mois

le complément d'étude : 3 mois

Constats :

Lors de la crue du mois de février 2026 les deux zones du site de la carrière ont été inondées (zones implantées notamment aux lieux-dits "Lasbouères" et "Jeantillot").

Lors de sa visite inopinée, l'inspecteur constate les dégradations causées par les eaux au chemin rural de Boc, commune de Saint-Léger, bordé de part et d'autre par des plans d'eau de la carrière. Le chemin est fermé à la circulation par arrêté du maire.

Par transmission du 13/03/2026, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le procès-verbal de constat de commissaire de justice rendu sur place le 10/03/2026. Ce procès-verbal rend compte des dégradations du chemin de Boc et de la route des deux églises (commune de Monheurt). Cette route borde le périmètre ICPE de la carrière exploitée par la société DSL au lieu-dit "Jeantillot". Le front d'extraction de la carrière est situé à une vingtaine de mètres de ladite route. Une "gorge" est formée dans le travers des couches de la chaussée ; elle relie la zone d'extraction et le fossé opposé de la route, lequel fossé est élargi de plusieurs mètres par érosion de la voie comme du champ qui en forment les rives.

La route des deux églises est concernée par une des berges du site identifiées comme susceptibles d'avoir "un impact sensible sur l'extérieur du site" (en particulier en fin d'exploitation lorsque cette berge sera implantée au plus près des limites prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation).

Cette berge entre dans le périmètre du complément d'étude prescrit.

L'exploitant n'a pas produit de complément à l'étude "Gravière de Lasbouères - Analyse des dégâts lors de la crue de la Garonne du 14 décembre 2019" datée du mois de juin 2020.

Ce fait constitue une non-conformité aux articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2020.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fait produire un complément à l'étude prévue à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2020 pour "justifier que les conditions de réaménagement de l'ensemble du site pour les berges qui auraient un impact sensible sur l'extérieur du site sont suffisantes", notamment pour les berges jouxtant le chemin de Boc et la route des deux églises. Le cas échéant, l'étude propose des solutions permettant de garantir la stabilité des berges.

Cette étude est transmise dans un délai de 2 mois à compter de la réception du présent rapport accompagné d'un échéancier de réalisation des travaux nécessaires pour garantir la stabilité des berges.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 Mois

